

2 Politique

Agression des personnalités gabonaises à l'étranger La majorité interpelle le gouvernement

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

Dans une déclaration faite, hier, au siège du Parti démocratique gabonais (PDG), par son porte-parole Guy-Christian Mavioga, ce bord politique qui soutient le chef de l'Etat, a incité le gouvernement à interpeller les autorités françaises.

LA majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE) qui soutient le président de la République, Ali Bongo Ondimba, s'est réunie, au siège du Parti démocratique gabonais (PDG), pour évoquer un certain nombre de sujets d'actualité. Parmi ceux-ci, les dernières agressions dont ont été victimes plusieurs personnalités gabonaises à l'étranger. A ce sujet, la majorité a invité le gouvernement gabonais à interpeller



Photo : L'union

Guy Christian Mavioga, porte-parole de la Majorité.

les autorités françaises. Ceci pour, a indiqué le porte-parole dudit camp politique, Guy-Christian Mavioga, "les mettre face à leurs responsabilités d'assurer la protection des citoyens gabonais sur leur territoire autant que nous le faisons au Gabon". En outre, la

MRSE a condamné "avec vigueur" ces actes de violences qui "n'honorent pas notre pays". Aussi, a-t-elle manifesté son soutien à ces victimes "d'attaques inadmissibles de la part d'une soi-disant diaspora en mal d'inspiration qui confond expression démocratique et barbarie".

De même, les partis politiques de la majorité n'ont pas hésité à mettre "en doute l'objectivité du juge français qui s'en prend au Gabon sur de prétendus crimes contre l'humanité qui auraient été perpétrés à la suite de la dernière élection

présidentielle, alors qu'aucun élément probant ne le justifie". Par ailleurs, cette rencontre a été l'occasion d'évoquer d'autres sujets d'actualité. Sur le plan social, la majorité s'est réjouie de ce qu'en dépit de nombreuses perturbations et difficultés enregistrées, le gou-



Photo : L'union

Les leaders des partis de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence.

vernement a "su mener à terme le calendrier scolaire établi à cet effet". Tout comme, sur le plan économique, elle a noté avec "satisfaction" la présentation du Plan de relance économique (PRE) à l'Assemblée nationale par le Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet. Ce Plan, faut-il le souligner, qui est soutenu par le Fonds monétaire international (FMI) vise à rétablir durablement l'équilibre des finances publiques, maîtriser le niveau d'endettement public, redynamiser la création des richesses et de l'emploi, résorber la pauvreté et améliorer le bien-être des populations. Fort de cela, la majorité a encouragé le gouvernement à tout mettre en œuvre en vue de la réalisation "effective" dudit Plan.

Conseil municipal de Libreville

Le CLR met à mal son alliance avec le PDG

SM

Libreville/Gabon

IL est difficile de croire que c'est encore l'amour fou entre le Parti démocratique gabonais (PDG) et son allié de toujours, le Centre des libéraux réformateurs (CLR). Du moins, au niveau de la cogestion du conseil municipal de Libreville. Lors de la récente session ordinaire du conseil municipal, les élus du PDG ont dû s'appuyer sur le soutien des conseillers issus de l'opposition (y compris les indépendants), pour l'adoption des textes soumis à l'examen des conseillers municipaux. Alors que les élus du CLR, en tête desquels Jean Boniface Assélé, ont entre-temps, décidé de claquer la porte de ces assises qui se sont tenues de jeudi à vendredi dernier, à la mairie centrale de Libreville.



Photo : Wilfried Mbinah

Le président du CLR (cheveux blancs), Jean Boniface Assélé.

Comme souvent depuis plusieurs années, le président du CLR n'a pas tardé à fustiger l'attitude des élus du parti au pouvoir. Expliquant que la raison de leur boycott est le fait du non-respect de plusieurs points de l'accord signé entre sa formation politique et le PDG. Notamment pour ce qui est de la cogestion du conseil municipal de la com-

mune de Libreville. Ce dernier explique que depuis trois ans déjà, les deux parties "tournent en rond" avec cette situation. «Nous avons donné, dit-il, des documents au ministère de l'Intérieur, à la Primature et à M. Faustin Boukoubi. Ce dernier nous a renvoyé chez Madame le maire qui, à son tour, estime qu'elle n'est pas responsable du PDG. Dans tous



Photo : Wilfried Mbinah

La présidente du Conseil municipal, Rose Christiane Ossouka Raponda, à l'ouverture des travaux.

les cas, rien n'a abouti à ce jour». Et d'ajouter : «Nous ne sommes pas des vaches à lait, nous ne sommes pas le vassal du PDG, on ne nous respecte pas, on ne nous donne pas la possibilité de gérer». De même, le leader du CLR estime qu'il y a violation des principes. «Nous avons été floués, nous avons été dribblés par qui vous savez. Donc, nous

sommes sortis pour dire que nous continuons d'être dans la majorité, mais nous n'acceptons pas d'être des vaches à lait», a déclaré M. Assélé. Cependant, du côté du PDG, on regrette "un excès de zèle de la part de nos amis célestes. Ainsi qu'une indiscipline observée depuis un moment au sein de la majorité républicaine et sociale pour l'émer-

gence, et un manque de solidarité entre les membres de cette grande famille politique". Faustin Boukoubi qui dit avoir été officieusement saisi par le CLR, s'est, toutefois, montré ouvert à toutes discussions sur cette principale question. La balle étant dans le camp de Jean Boniface Assélé. Notons tout de même que le parti politique de Jean Boniface Assélé n'en est pas à sa première crise du genre. On se souvient que ça avait été déjà le cas lors de la dernière session budgétaire où, lui et les siens, avaient refusé de voter le texte qui avait été soumis à l'examen des conseillers locaux. A cette occasion également, Rose Christiane Ossouka Raponda et les siens avaient dû recourir au soutien des élus de l'opposition et des indépendants. Une alliance contre nature que dénonce aussi Jean-Boniface Assélé.

Opposition

La CPNR à nouveau sur le terrain

C.O.

Libreville/Gabon

Le week-end écoulé, certains responsables de la Coalition pour la nouvelle République ont investi les quartiers de Libreville et d'Akanda. Cette fois, le leader de ce groupement politique, Jean Ping, a fait deux apparitions surprises à Avéa et Nzeng-Ayong.



Photo : Chris Oyame

Sortie inattendue à Avéa de Jean Ping qui s'est adressé...

PLUSIEURS équipes de la Coalition pour la Nouvelle République (CPNR), constituée autour de Jean Ping, ancien principal candidat de l'opposition à la Présidentielle de 2016, se sont déployées, ce week-end encore, dans les

quartiers de Libreville et d'Akanda. Objectif : entretenir les populations sur les préoccupations de leur groupement politique et de la diaspora. C'est dans ce cadre que, par exemple, Mme Radégone Djeno, Pascal Oyougou, et

Noël Bourobou Epembia se sont rendus dans le 6e arrondissement de la capitale gabonaise. Au cours de leurs interventions, ces membres de la CPNR ont expliqué à leurs hôtes pourquoi leur camp politique a opté pour la



Photo : Chris Oyame

... à ses partisans et sympathisants.

résistance. Une résistance, ont-ils précisé, qui a pour socle la "non violence", et qui s'explique par le non-respect du choix opéré par les Gabonais le 27 août 2016 au profit, insistent-ils, de leur champion. Ces membres de la CPNR ont

également dénoncé, pour les condamner, les violences dont sont victimes les acteurs politiques de l'opposition proche de M. Ping. "Ils attaquent nos domiciles avec des cocktails molotov. Nous, nous avons choisi la lutte non violente.

Nous les touchons psychologiquement...", a dit Pascal Oyougou. Pour la CPNR, l'affaire Aba'a Minko a été montée de toutes pièces pour discréditer l'opposition. "Avez-vous déjà vu quelqu'un qui veut faire un coup et qui vient le déclarer à la télévision avant de passer à l'acte ?", s'est indigné Noël Bourobou Epembia. A noter que la particularité de ce week-end aura été l'apparition de Jean Ping dans deux quartiers : Avéa et Nzeng-Ayong. L'ancien président de la Commission de l'Union africaine et homme de confiance de feu Omar Bongo Ondimba a appelé les populations à ne pas céder au découragement. Non sans les inciter à "persister dans la résistance non violente".